

Raul Castro insiste sur le fait que la normalisation pleine des relations avec les USA passe par la fin du blocus et d'autres politiques du passé



La Havane, 18 décembre (PL-RHC).- Le président Raul Castro a émis une déclaration à l'occasion hier du premier anniversaire de l'annonce de la décision des États-Unis et de Cuba de rétablir les relations diplomatiques.

Dans sa déclaration Raúl Castro souligne:

Un an s'est écoulé depuis l'annonce simultanément le 17 décembre 2014 par les présidents de Cuba et des États-Unis de la décision de rétablir les relations diplomatiques et de travailler en faveur de l'amélioration de nos liens.

Dans le cadre des accords auxquels nous sommes aboutis pour trouver une solution à des thèmes d'intérêt pour nous deux pays, nous avons annoncé, le 17 décembre 2014 avec la plus grande joie pour tout notre peuple, le retour dans la patrie de Gerardo, de Ramón et d'Antonio, par lequel la promesse de Fidel que nos 5 héros retourneraient, a été honorée.

À cette date-là et dans la droite ligne de notre disposition réitérée à plusieurs reprises d'avoir avec le gouvernement des États-Unis, un dialogue respectueux, basé sur l'égalité souveraine, pour aborder les thèmes les plus divers, de façon réciproque, sans porter atteinte à l'indépendance nationale et à l'auto-détermination de notre peuple, nous avons décidé d'adopter des mesures mutuelles pour améliorer le climat bilatéral et pour avancer vers la normalisation des liens entre les deux pays.

Depuis lors, nous pouvons dire, que nous avons obtenu certains résultats, surtout sur le plan politique, diplomatique et en matière de coopération.

Les relations diplomatiques ont été rétablies et les ambassades ont été ouvertes dans les deux pays, ce qui a été précédé de la rectification de la désignation injuste de Cuba comme pays promoteur du terrorisme.

Deux réunions ont été célébrées entre les présidents des deux pays, ainsi que d'autres rencontres et visites au plus haut niveau.

La coopération existant dans des thèmes d'intérêt mutuel, comme c'est le cas de la sécurité aérienne et celle de l'aviation, l'affrontement au narcotrafic, l'immigration illégale, le trafic d'immigrants et la fraude migratoire, s'est élargie.

De nouveaux espaces de coopération bilatérale sur des thèmes mutuellement avantageux dont la protection de l'environnement, l'application et le respect de la loi, la sécurité maritime et portuaire et la santé, ont été ouverts.

Des dialogues ont été entamés sur des questions d'intérêt bilatéral et multilatéral comme le changement climatique, les compensations mutuelles, la traite de personnes et les droits humains. À propos de ce dernier thème nous avons de profondes différences. Nous procédons à des échanges sur la base du respect et de la réciprocité.

Nous avons signé des accords sur la protection de l'environnement et le rétablissement du service postal direct.

Le tout est le résultat d'un dialogue professionnel et respectueux, basé sur l'égalité et la réciprocité.

Cependant, durant cette année, nous n'avons pas avancé dans la solution des thèmes que pour Cuba sont essentiels pour aboutir à des relations normales avec les États-Unis.

Bien que le président Barack Obama ait réitéré son opposition au blocus économique, commercial et financier et qu'il ait lancé un appel au Congrès à le lever, cette politique reste en vigueur. La traque financière des transactions légitimes de Cuba et les effets extra-territoriaux du blocus, qui provoquent des dommages et des carences à notre peuple se poursuivent. Le blocus est le principal obstacle pour le développement de l'économie cubaine.

Les mesures adoptées jusqu'à présent par le président Obama, bien qu'étant positives, ont prouvé qu'elles ont une portée limitée, ce qui a empêché leur application. Le président, peut user de ses prérogatives exécutives, pour élargir la portée des mesures déjà prises et en adopter d'autres, pouvant modifier de façon substantielle, l'application du blocus.

Malgré la clameur permanente de Cuba pour que le territoire illégalement occupé par la base navale à Guantanamo, lui soit restitué, le gouvernement des États-Unis a fait savoir qu'il n'a pas l'intention de

changer le statut de cette enclave.

Le gouvernement des États-Unis maintient des programmes qui portent atteinte à la souveraineté cubaine, comme cela est le cas des projets ayant pour objectif de promouvoir des changements dans notre système politique, économique et social ainsi que des émissions de radio et de télévision illégales à l'application desquels, des fonds millionnaires sont destinés.

L'on continue d'appliquer une politique migratoire préférentielle aux citoyens cubains, exprimée dans la poursuite de l'application de la politique des « pieds secs-pieds mouillés », du programme ayant pour but d'obtenir la désertion de personnels médicaux cubains et de la Loi de Rajustement Cubain, ce qui encourage une émigration illégale, non sûre, désordonnée et irrégulière ; encourage le trafic de personnes et d'autres délits connexes et qui crée des problèmes à d'autres pays.

Le Gouvernement de Cuba continuera à insister sur le fait que pour parvenir à la normalisation des relations, il faut absolument que le gouvernement des États-Unis élimine ces politiques du passé, qui affectent le peuple et la nation cubains et qui ne sont en correspondance, ni avec le contexte bilatéral actuel, ni avec la volonté exprimée par les deux pays, lorsqu'ils ont rétabli les relations diplomatiques, de développer des liens respectueux et de coopération entre les deux peuples et gouvernements.

Personne ne doit prétendre que Cuba, pour normaliser les relations avec les États-Unis, renonce à la cause de l'indépendance pour laquelle notre peuple, depuis 1868, a fait de grands sacrifices ; personne ne doit prétendre non plus que notre peuple oublie, après beaucoup de frustrations et après 60 ans de dépendance totale, que l'indépendance totale a été obtenue le 1er janvier 1959 par la victoire de l'Armée Rebelle, sous la direction du Commandant en Chef Fidel Castro.

Le peuple cubain ne renoncera ni aux principes ni aux idéaux pour lesquels plusieurs générations de Cubains ont lutté tout au long de ce dernier demi-siècle. Le droit de chaque État de choisir le système économique, politique et social de son choix, sans ingérence d'aucune sorte, doit être respecté.

Le Gouvernement de Cuba est dans la disposition totale de continuer à avancer dans la construction d'une relation avec les États-Unis qui soit différente à celle de toute son histoire précédente, sur des bases de respect mutuel de la souveraineté et de l'indépendance, qui soit avantageuse pour les deux pays et peuples et qui se nourrisse des liens historiques, culturels et familiaux qui ont existé entre Cubains et Étatsuniens.

Cuba, en plein exercice de sa souveraineté et avec le soutien majoritaire de son peuple, restera engagée dans le processus de transformations pour actualiser son modèle économique et social, pour avancer sur la voie du développement du pays, pour augmenter le bien-être de la population et pour renforcer les acquis de la Révolution Socialiste.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/79228-raul-castro-insiste-sur-le-fait-que-la-normalisation-pleine-des-relations-avec-les-usa-passe-par-la-fin-du-blocus-et-dautres-politiques-du-passe>



Radio Habana Cuba